

# La dimension SHS des risques littoraux

Caroline RUFIN-SOLER et Anne-Peggy HELLEQUIN  
enseignantes-chercheuses en géographie

Laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société  
TVES EA4477

[rufin@univ-littoral.fr](mailto:rufin@univ-littoral.fr)

*Préfecture de Lille, 25 novembre 2015*



MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE

Dans le cadre de nos travaux, nous envisageons l'étude des risques par **une approche de la vulnérabilité**.

Cette vulnérabilité caractérise un territoire, une société (ou un individu) soumis à un risque en fonction de plusieurs facteurs : conjoncturels (= aléas), structurels qui sont déterminés par un contexte socio-économique, culturel, institutionnel...

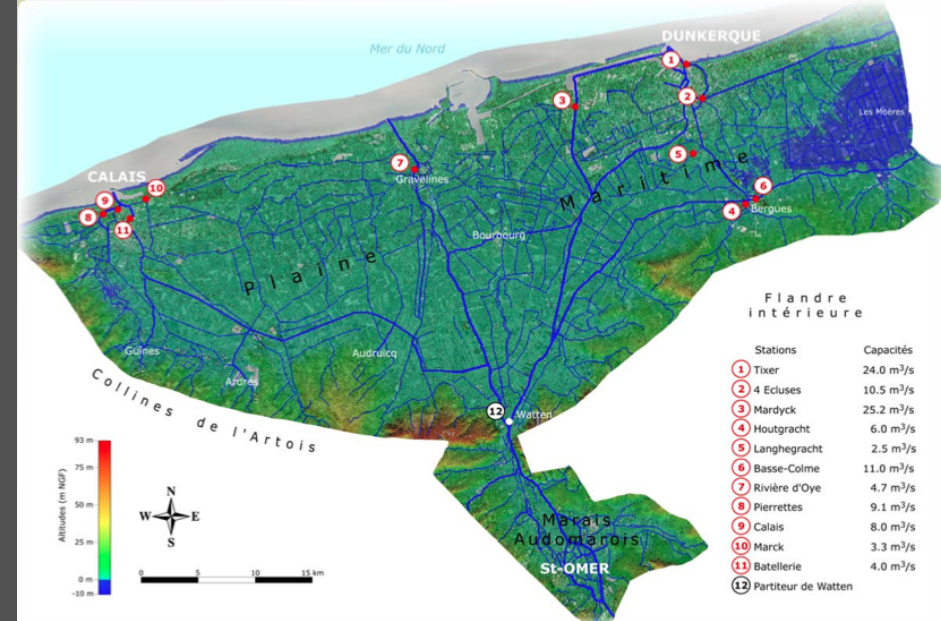
L'éradication du risque n'étant qu'utopie...comment limiter la vulnérabilité ?

L'approche SHS intervient car elle intègre les acteurs et les enjeux, le fonctionnement et l'histoire du socio-système, les degrés d'acceptabilité, la capacité de résilience du territoire et des populations...

## Contexte

Territoire poldérisé : 100 000 ha situés sous le niveau des PHMVE

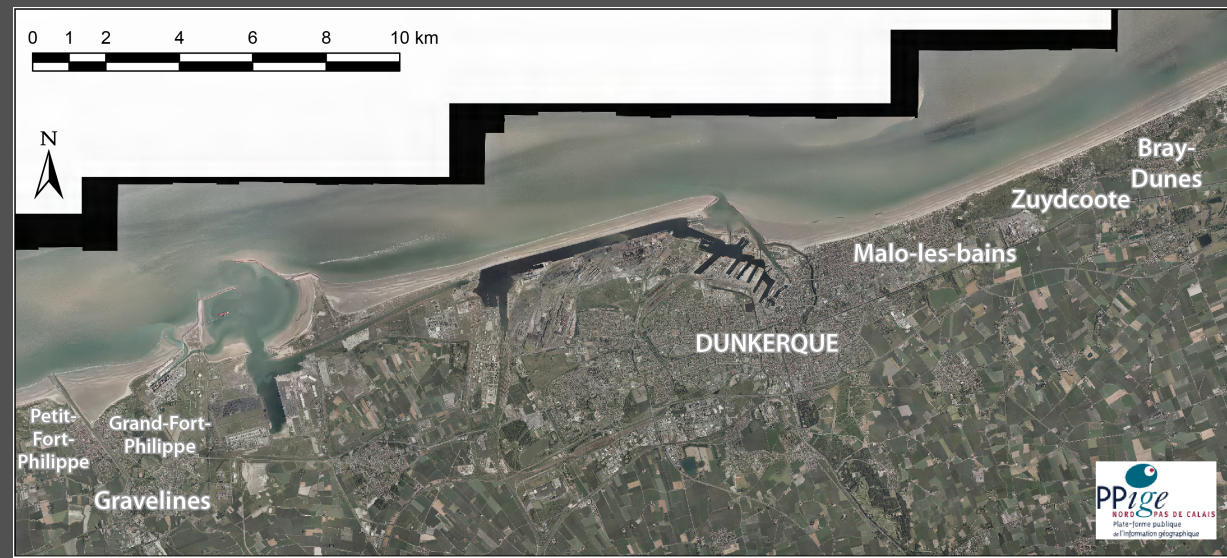
450 000 habitants situés sur ce territoire

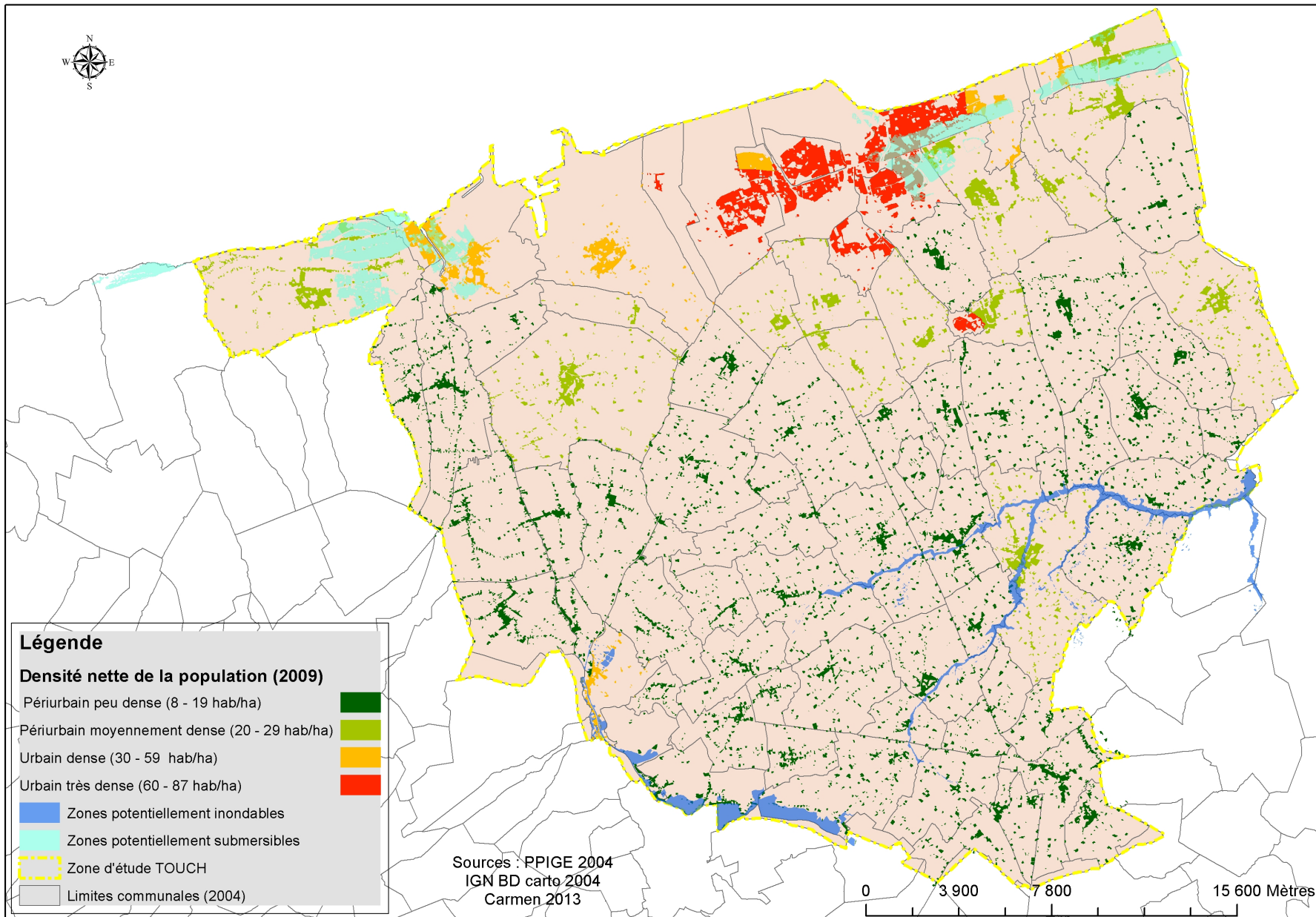


Source : IIW

Dunkerque : agglomération densément peuplée

≈ 325 hab.km<sup>2</sup>







## Problématique

L'objectif de cette étude était de comprendre le rapport des habitants aux risques littoraux en :

- travaillant sur la perception du risque inondation ;
- travaillant sur la mémoire de la catastrophe au travers de témoignages.

Plus globalement, nous souhaitons alimenter plusieurs réflexions :

Comment les populations du Dunkerquois concernées par les risques inondations/submersions se représentent ces risques ? Leurs perceptions de ces risques vont-ils les influencer sur leurs préférences en terme d'adaptation (= vulnérabilité perçue) ?

## Les populations ciblées ?

Toute personne susceptible d'avoir été ou d'être concernée, directement ou indirectement, par les aléas inondation/submersion :

- gestionnaires et acteurs du territoire : élus, services techniques, IIW, scientifiques... ;
- les acteurs économiques ;
- les habitants des secteurs précédemment inondés (important pour évaluer la mémoire de la catastrophe)

Ces acteurs perçoivent le risque suivant leur expérience personnelle et leur vécu social.

Population totale interrogée	143
Personnes sondées en front de mer (bande d'environ 100 mètres) :	
❖ <b>Petit-Fort-Philippe</b> : Digue de mer + Rue de la Chapelle + Avenue de la Mer + Boulevard Léo Lagrange + Avenue de la plage	62
❖ <b>Grand-Fort-Philippe</b> : Rue Dumon + Boulevard Léon Marchal	
❖ <b>Malo-les-Bains</b> : Digue + Avenue About + Rue du Kursaal + Rue Belle Rade	
Personnes sondées n'étant pas en front de mer (reste)	81



## Méthodologie

### Classique en SHS : approche qualitative, quantitative et comportementale

- recherches documentaires (archives de journaux, documents en mairie, articles scientifiques, littérature grise, rapport DHI....) ;
- entretiens semi-directifs auprès d'acteurs du territoire (élus, techniciens, préfecture, DDTM, Institution Inderdépartementale des Wateringues, GPM de Dunkerque, Pompiers, associations) ;
- témoignages ;
- questionnaire auprès des habitants (4 grandes parties ont été abordées : connaissance et conscience du risque / information et prévention / gestion du risque et protection / vécu et témoignage) : 54 questions sans le talon



## Ex de questions :

- quels sont les risques qui vous inquiètent le plus ?
- Connaissez vous le terme submersion maritime ?
  - Quelle stratégie (repli, adaptation, lutte, ne rien faire) semble la plus adaptée sur votre territoire?
- Vous sentez-vous protégé? Par qui ?
  - Pensez vous être suffisamment informé sur le comportement à adopter en cas d'inondation ?.....

## Analyse des 12 entretiens : analyse des jeux d'acteurs

### Les acteurs ont une conscience plus ou moins importante du risque!

- Pompiers, DDTM, Préfecture, PMCO, IIW, associations accordent une très grande importance au risque inondation.
- Techniciens des communes et GPMD ont une bonne conscience des risques inondation : applications des préconisations dictées par l'Etat, actions entreprises
- Elus : risque est perçu de manière +/- importante selon les communes!  
La prise en considération du risque est une contrainte à leur développement.

Pour certains, la gestion du risque inondation n'est pas une priorité!

## **Questionnements soulevés lors de ces entretiens :**

- financement des ouvrages de protection ? Qui va financer... l'Etat, les collectivités.....certains ouvrages sont si anciens que le propriétaire est inconnu.

- multiplicité des acteurs pose le problème de la gouvernance....coordination complexe !

**Problème de communication par les élus..... dans l'attente de production de documents comme le PAPI, le PPRL... ils ne communiquent que partiellement sur les risques d'inondation.**

**DICRIM est disponible en mairie mais n'est pas distribué largement !**

## Analyse des témoignages :

Spontanément plusieurs personnes nous ont contactées après l'appel que nous avons lancé dans la presse :

- nombreuses photos nous ont été transmises : 1945, 1953 et 2013 ;
- les habitants ont parlé des inondations maritimes mais également des effets de remontées des eaux usées lors des événements climatiques paroxysmaux.



## Analyse des questionnaires :

Questionnaire : 143 personnes interrogées dont 62 situées en front de mer (Petit-Fort-Philippe, Grand-Fort-Philippe et Malo-les-Bains) et 81 dans des rues situées en position retro-littorale (mais touchées lors de précédents événements).

Période de l'étude : 27 septembre 2013 au 26 mars 2014.....méfiance des habitants dans une période électorale complexe!

## Connaissance et conscience du risque :

**3 risques ressortent pour les 143 personnes interrogées : inondation (54), nucléaire (45) et industriel (29).**

Nuances sont à apporter suivant les secteurs interrogés : à Malo le risque inondation sera le plus cité alors qu'à Grand-Fort-Philippe, il s'agit du risque nucléaire (largement cité dans la littérature scientifique...vu, vécu)!

Les enquêtés sont sensibles au CC! Les conséquences sur leur territoire seraient des routes inondées, des quartiers inhabitables. Les habitants ont conscience qu'ils peuvent être inondés et subir des dommages...mais pas de caractère irréversible!

A la question, avez-vous déjà entendu parler d'une inondation sur le dunkerquois, les enquêtés ont répondu « non » pour 76 d'entre eux.

Sur les 67 qui ont répondu oui, 28 ont parlé de 2013 (Xaver) et 17 de celle de 1953!

Les protections lourdes de type digues inspirent la confiance des habitants (2/3 des enquêtés se sentent protégés par elles)...seules 33 personnes sur les 143 considèrent que les digues seraient détruites lors d'une tempête.

**Concernant la stratégie** : 82 personnes choisissent l'adaptation (24 pour le repli!).

**Pas de changement depuis Xynthia...**les français veulent toujours vivre sur les côtes malgré le fait qu'ils se sentent exposés dans leur habitation (69 personnes sur 143). Ce sentiment d'exposition au risque est plus probant pour les individus vivant en front de mer!

**Gestion du risque et protection** : les pompiers, pour plus 1/3 des enquêtés, sont les acteurs qui peuvent protéger la population (variation suivant le sexe et la CSP). Seront cités ensuite la municipalité et l'Etat

## Prévention et information :

A la question, pensez-vous être suffisamment informé sur le risque inondation, 104 personnes ont répondu « non plutôt pas » (40) et « non pas du tout » (74) !

Il serait par contre nécessaire pour eux (125 personnes sur 143) de communiquer sur les risques! En effet, 120 personnes sur les 143 souhaiteraient avoir de la documentation spécifique sur les inondations.

D'ailleurs à la question, que feriez vous en cas d'inondation, les enquêtés souhaitent réunir leur famille (49 d'entres eux), se réfugier ailleurs (23) ! Pour les autres, ils restent chez eux (30) et écoutent les consignes à la radio (35)



difficultés dans la gestion de crise !

Le décalage dans l'appréhension du risque entre experts et profanes engendre des difficultés dans la gestion des risques !



## Gestion et financement :

La population considère que les aménagements nécessaires à la protection doivent être assumés par l'Etat (105 sur 143) puis par les collectivités.

Les enquêtés seraient absolument contre une participation financière (113 sur 143)...ce qui diffère d'une enquête menée en Languedoc-Roussillon!  
Ils seraient toutefois disposés à participer indirectement en positionnant par exemple des sacs de sable, en aidant leur voisinage.

Dans le cas d'une situation inéluctable, 81 d'entre eux seraient toutefois prêts à déménager !

**DICRIM n'est pas ou peu connu par la population !**

**Distribution doit être systématisée notamment sur un territoire multi-risques comme celui de Dunkerque!**

Gérer les risques littoraux renvoie à la mise en œuvre de politiques publiques, à la gouvernance des territoires et à l'élaboration de stratégies à différentes échelles spatio-temporelles.

Ces actions nécessitent de comprendre les connaissances que chacun se fait du risque à la fois sur sa perception mais également sur les stratégies d'acteurs, leurs relations réciproques, les outils mobilisés....

# La dimension SHS des risques littoraux

Une partie des résultats présentés sont issus d'une étude menée par les étudiants du master MUTUDIL dans le cadre d'un atelier Littoral (2013-2014) encadré par

Caroline RUFIN-SOLER et Marie-Hélène RUZ

**« Etude sur la perception du risque d'inondation sur le littoral dunkerquois »**

*Préfecture de Lille, 25 novembre 2015*



MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE